



PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des politiques publiques

Section environnement - guichet unique ICPE

Arrêté préfectoral complémentaire N° 58-2026-03-27-00002

**portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie
la société G2R IMMO exploitant une installation de recyclage de déchets électriques et électroniques et de
valorisation des matières secondaires implantée sur le territoire de la commune de Fourchambault**

La préfète de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et de Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- VU** la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 (publiée au JOUE du 17 août 2018) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles du Parlement européen et du Conseil ;
- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 515-28 à L. 515-31, R. 515-58 à R. 515-84 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement modifiée ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** le décret du 18 juin 2025 portant nomination de Mme Stéphanie PETITJEAN en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 8 mars 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2792-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2004-P-806 du 29 mars 2004 autorisant M. le directeur de la société S.A GROUPE REGAIN à exploiter une installation de recyclage de déchets électriques et électroniques et de valorisation des matières secondaires sur le territoire de la commune de Fourchambault ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-P-1144 sexies du 31 août 2015 concernant le changement d'exploitant, l'actualisation du classement des installations classées et la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations exploitées par la société G2R IMMO implantée sur le territoire de la commune de Fourchambault ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2017-05-05-003 du 5 mai 2017 portant sur l'actualisation du classement des installations classées et la révision des garanties financières pour la mise en sécurité des installations exploitées par la société G2R IMMO ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2022-09-27-00002 du 27 septembre 2022 portant sur les installations de recyclage de déchets électriques et électroniques et de valorisation des matières secondaires de la société G2R IMMO ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2022-10-03-00001 du 3 octobre 2022 portant modification de l'arrêté préfectoral complémentaire n°58-2022-09-27-00002 du 27 septembre 2022 portant sur la mise à jour la situation administrative de la société G2R IMMO ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2025-07-04-000004 du 4 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Stéphanie PETITJEAN, secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** le courrier de M. le préfet de la Nièvre, en date du 10 septembre 2024, portant sur la mise à jour de la situation administrative des installations de la société G2R IMMO ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté du 11 octobre 2024, suite de une visite de contrôle réalisée le 17 septembre 2024 ;
- VU** le dossier de porter-à-connaissance de la société G2R IMMO, dont le siège social est situé 64 quai de Loire – 58600 Fourchambault, en date du 10 décembre 2024, complété le 31 décembre 2025 ainsi que les 12 et 14 janvier 2026, sollicitant la mise à jour de la situation administrative de ses installations ;
- VU** le rapport du 23 février 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 23 février 2026 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;
- VU** les observations présentées par l'exploitant par courriel du 4 mars 2026, puis son accord, en date du 10 mars 2026, sur ce projet d'arrêté préfectoral ;
- CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 3510, 3550, 2718-1, 2790 et 2791-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 29 mars 2004, susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que les modifications de l'installation envisagées par la société G2R IMMO portent sur la mise à jour de la situation administrative de l'établissement au regard des rubriques n° 2715, n° 2711-1 et n° 2792-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- CONSIDÉRANT** que l’augmentation des volumes d’activité relevant des rubriques n° 2715 et 2711-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement n’entraîne pas de modification du régime de classement déjà applicable à ces rubriques ;
- CONSIDÉRANT** que les modifications de l’installation envisagées par la société G2R IMMO ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l’article R. 122-2 du code de l’environnement ;
- CONSIDÉRANT** que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l’article R. 181-46 du code de l’environnement ;
- CONSIDÉRANT** qu’il convient toutefois de mettre à jour le tableau des activités de la société G2R IMMO ;
- CONSIDÉRANT** qu’en application de l’article R. 181-45 du code de l’environnement, la présentation de ce dossier devant le Conseil départemental de l’environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) ne s’avère pas nécessaire ;
- SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Identification

La société G2R IMMO, dont le siège social est situé à 64 quai de Loire – 58600 Fourchambault, autorisée à exploiter à la même adresse, des installations de recyclage de déchets électriques et électroniques et de valorisation des matières secondaires, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Madame la préfète de la Nièvre, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Liste des installations modifiées

Les tableaux relatifs au classement des installations de l’établissement de l’article 1^{er} de l’arrêté préfectoral n° 58-2022-10-03-00001 du 3 octobre 2022, et du courrier préfectoral du 10 septembre 2024, susvisés, sont modifiés comme suit :

Rubrique	Désignation des installations	Capacité de l’installation	Régime*
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : [...] - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques, [...]	Capacité de traitement : 60 tonnes/jour	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	2 400 tonnes	A

Rubrique	Désignation des installations	Capacité de l'installation	Régime*
2711-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	2 000 m ³	E
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ²	1 322 m ²	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	1 200 m ³	E
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	1 059 m ³	E
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	2 400 tonnes	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Capacité de traitement : 60t/j	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	60 tonnes / jour	A

Rubrique	Désignation des installations	Capacité de l'installation	Régime*
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	370 kW	E
2661-2b	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	3,2 tonnes / jour	D
2662-2	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	130 m ³	D
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .	1 900 m ³	D
2792-1b	Installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm. b) La quantité de fluide contenant des PCB/PCT susceptible d'être présente est inférieure à 2 t	0,5 tonne	DC

* A = Autorisation, E= Enregistrement, D = Déclaration, DC = Déclaration avec contrôle périodique

Article 3 : Publicité et notification

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société G2R IMMO.

Article 4 : Exécution et copies

- la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre,
- le maire de Fourchambault,
- la directrice régionale par intérim de l'environnement, de l'aménagement et du logement par intérim, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre et sera transmis au directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **27 MARS 2026**

La préfète,

Pour la Préfète et par délégalation,
La Secrétaire Générale

Stéphanie PETITJEAN

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication :

- par la voie d'un recours administratif auprès de la préfète de la Nièvre. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Dijon, territorialement compétent,
- par la voie du recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Dijon, territorialement compétent. Ce Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : « www.telerecours.fr ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).